



CAMPAGNE D'INFORMATION



Pour que le train des libéralisations ne laisse personne sur le quai

L'ouverture à la concurrence des marchés de la Poste, des chemins de fer, du gaz et de l'électricité garantit-elle de meilleurs services, à moindre prix, pour tous ? Le Mouvement Ouvrier Chrétien en doute. Avec son Centre d'Information et d'Education Populaire (le CIEP), il lance une campagne d'information et de sensibilisation destinée au grand public. Un seul mot d'ordre : « services tout public : des garanties XXL recommandées ».

Après les télécommunications, le rail, le gaz et l'électricité, l'Europe vient de libéraliser le service postal pour les courriers de moins de 50 grammes. Cette vague de « libéralisations » répond à la règle qui voudrait que la concurrence permette un meilleur service, à moindre prix, pour un meilleur développement économique. Est-ce si simple ?

Si on note dans les pays qui ont déjà privatisé leur système postal que le service s'accélère et que certains usagers « privilégiés » bénéficient de tarifs allégés. On y constate, aussi, d'importantes pertes d'emplois (30.000 en Angleterre), des tarifs inégaux entre les usagers (augmentation des prix de 95 % pour les particuliers en Suède, contre une baisse de 50 % pour les entreprises), la diminution de la qualité et des conditions de travail (distribution du courrier par des femmes au foyer payées à bas prix aux Pays-Bas), sans parler de la complexification des services et des dégradations de l'environnement.

S'il est trop tard pour arrêter le train des libéralisations, le MOC a chargé le CIEP de sensibiliser ses voyageurs. Une campagne d'information et de formation se déroulera sur l'ensemble du territoire de la Communauté française du 26 novembre au 31 décembre prochain. Elle s'adressera au grand public, par le biais de 23.000 courriers « prioritaires » et de cachets qui oblitéreront tous les envois postaux du Mouvement, et aux militants des organisations du MOC via 3.000 dossiers pédagogiques (**voir détail des actions en annexe**).

Il s'agit de pointer les dangers de libéralisations sauvages et l'importance pour nos gouvernements d'imposer des garanties en faveur de services accessibles, universels, réalisés par des travailleurs en nombre, dans des conditions correctes et respectueuses de l'environnement. En effet, les jeux ne sont pas faits. Le prochain gouvernement devra décider des règles qui « encadreront » l'ouverture du marché postal.

- Le MOC réclame des règles qui préservent la qualité du service, de l'emploi et de l'environnement.
- En outre, il souhaite que les effets de ces libéralisations soient contrôlés et évalués avec les usagers et les travailleurs concernés.

Pour le MOC et le CIEP, il est essentiel que le train des libéralisations ne laisse personne à quai. C'est pourquoi ils recommandent des garanties extra larges, pour tous.

Anne Scheune, directrice du CIEP
Thierry Jacques, président du MOC

Les outils et argumentaires de cette campagne sur www.ciep.be